

Consultation publique de la CRE n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Réponse d'EDF

15 Juin 2020

EDF accueille favorablement cette consultation publique qui donne l'opportunité de s'exprimer en amont de la prochaine décision tarifaire.

Les réponses d'EDF sont exprimées à plusieurs titres : i) en tant que gestionnaire de réseau d'électricité dans les Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain continental (ZNI), ii) en tant que fournisseur d'électricité, iii) en tant que producteur et iv) en tant que maison-mère d'Enedis.

Le présent document détaille les réponses d'EDF aux questions posées dans la consultation publique en particulier :

- EDF est favorable au maintien des principes actuels (péréquation géographique, timbre-poste, non-discrimination, efficacité et lisibilité) pour élaborer la structure de TURPE.
- EDF est favorable à la prise en compte des transformations actuelles et futures de l'utilisation des réseaux (renouvellement des infrastructures, développement de l'autoconsommation, développement du véhicule électrique).
- EDF est favorable à l'évolution du modèle des coûts proposée qui reflète mieux les coûts liés à l'existence, à l'entretien et au renouvellement des réseaux à travers la reconnaissance d'un coût de desserte. Cette évolution améliorera la qualité de la répercussion à chaque catégorie d'utilisateurs des réseaux des coûts que leur utilisation génère.
- EDF est favorable à la généralisation en 2024 de l'option 4 plages temporelles pour les utilisateurs raccordés en BT avec une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA, ce qui permettra d'améliorer la qualité de la répercussion des coûts aux utilisateurs et limitera le risque de subventions masquées entre catégories d'utilisateurs.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

EDF reste favorable à ces principes comme exprimé dans la réponse de l'entreprise à la consultation publique de juillet 2019.

Sur les principes de péréquation tarifaire et de timbre-poste :

EDF soutient que les tarifs de réseaux ne doivent pas être fonction de la distance, mais bien des coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs, indépendamment des usages et de la localisation.

EDF constate la volonté de s'impliquer de la part des consommateurs et des collectivités territoriales.

Différentes dispositions sont prévues par la loi relative à la transition énergétique pour mener des expérimentations dans certaines zones. Par ailleurs, les gestionnaires de réseau sont confrontés à des contraintes localisées dont certaines appellent des solutions localisées, tels les problèmes de tenue de tension ou de puissance de court-circuit en certains points du réseau.

Il convient toutefois de rappeler que l'objectif premier doit être d'obtenir une minimisation globale de l'ensemble des coûts du système électrique, et non pas d'aboutir à des optimisations disjointes zone par zone, qui seraient in fine moins efficaces et plus coûteuses pour la collectivité. Cette problématique se poserait d'autant plus que des décisions locales seraient susceptibles d'affecter des charges assumées par la solidarité nationale.

En outre, la péréquation géographique du TURPE - *et des tarifs réglementés de vente* – sur l'ensemble du territoire national est un instrument important de la solidarité nationale entre consommateurs, en particulier entre les habitants des zones rurales et ceux des zones urbaines. EDF est très attachée à ce principe de péréquation tarifaire et à la solidarité entre utilisateurs et entre territoires qu'il emporte et souligne que la représentation nationale a marqué à de multiples reprises son attachement profond à cette solidarité.

Il convient de rappeler que l'article L.121-1 du code de l'énergie prévoit que le service public de l'électricité « matérialise le droit de tous à l'électricité » et qu'il « est géré dans le respect du principe d'égalité » (de traitement des usagers). En application de ce principe d'égalité, le TURPE doit être identique sur l'ensemble du territoire national.

Différents instruments peuvent permettre de répercuter des coûts de façon différenciée ou de répondre à des besoins localisés, sans recourir à une remise en cause des principes de péréquation tarifaire et de timbre-poste. En particulier, la contribution aux coûts de raccordement permet de privilégier le développement des installations qui ont le plus faible impact sur les coûts du réseau. Par ailleurs, une coordination entre les signaux de prix du distributeur et ceux des fournisseurs permettrait d'obtenir des signaux plus lisibles et plus efficaces et ainsi de mieux orienter les choix des acteurs vers un optimum global, au bénéfice de la collectivité.

Sur le critère d'efficacité :

L'« efficacité » d'un outil économique doit être évaluée au regard des effets auxquels il conduit en pratique. Pour que les signaux de prix produisent des effets utiles, il est indispensable qu'ils soient facilement compréhensibles par les utilisateurs et qu'ils délivrent des signaux clairs. L'objectif de « meilleure précision possible » doit donc être concilié avec l'objectif de « lisibilité ».

Comme la CRE, EDF soutient que la structure et le niveau du TURPE doivent refléter la structure et le niveau des coûts d'utilisation des réseaux, afin que chaque catégorie d'utilisateurs supporte les coûts qu'elle occasionne et pour inciter ainsi les utilisateurs à adopter des comportements individuels qui se révèlent collectivement efficaces : cette condition relève plutôt d'un critère de « précision »,

l'« efficacité » devant être appréciée à la fois à l'aune de ce critère mais aussi de son caractère compréhensible et des résultats produits effectivement.

Sur le critère de lisibilité :

Comme indiqué précédemment, EDF soutient que les utilisateurs doivent pouvoir appréhender les signaux de prix qui leur sont transmis. Au-delà de la lisibilité des grilles tarifaires du TURPE, il apparaît nécessaire de tenir compte de la cohérence entre les différents signaux de prix caractéristiques du système électrique.

Sur le principe de non-discrimination :

Le principe de non-discrimination conduit à établir des tarifs permettant de refléter les coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs. La CRE a jusqu'à présent retenu des critères techniques et objectifs (niveau de tension de raccordement, puissance souscrite, option souscrite) pour fixer les différents tarifs. EDF n'est pas favorable à l'introduction de critères liés aux usages de l'électricité pour fixer les tarifs de réseau.

Il est également nécessaire de veiller à ce que les tarifs proposés ne conduisent pas certaines catégories d'utilisateurs à supporter les coûts générés par d'autres catégories d'utilisateurs, ce qui constituerait des subventions croisées indésirables entre catégories d'utilisateurs du réseau.

Sur le principe d'acceptabilité :

Même si EDF partage la volonté de la CRE d'éviter des impacts trop importants et/ou rapides pour les utilisateurs liés à une évolution rapide des tarifs, il est nécessaire que ces modifications soient annoncées explicitement et qu'elles s'appliquent dans des délais assez courts afin (i) que les décisions d'investissement des utilisateurs du réseaux soient prises en connaissance de cause et (ii) que les utilisateurs concernés bénéficient au plus vite d'une éventuelle baisse ou supportent au plus vite une éventuelle hausse de leur tarif, reflétant ainsi au plus près les coûts qu'ils génèrent et acquittent ainsi le juste prix.

Question 2 : Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

EDF soutient l'évolution du modèle proposée par la CRE qui conduit à un meilleur reflet des coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs. En particulier, cette évolution rééquilibre la composante de soutirage entre les parts proportionnelles à la puissance souscrite et les parts proportionnelles au volume soutiré avec la valorisation d'un coût de desserte.

La crise sanitaire actuelle a entraîné une baisse significative de la consommation des utilisateurs, bien supérieure aux variations annuelles liées à la thermosensibilité des consommations. Il serait éclairant que la CRE partage avec les acteurs l'impact de cette baisse de consommation sur les coûts des gestionnaires de réseau. Si une telle baisse de consommation n'a pas eu d'impact significatif sur les coûts des gestionnaires de réseau, la nécessité de l'évolution de structure proposée par la CRE s'en trouvera renforcée.

En effet, avec la structure actuelle du TURPE 5, une baisse des recettes supérieure à la baisse des coûts peut être anticipée, ce qui conduirait à une charge importante à intégrer dans le CRCP. Cette situation exceptionnelle ne fait que renforcer la nécessité de disposer d'un meilleur calage de structure de la composante de soutirage, reflétant les inducteurs de coûts (coût de desserte, puissance souscrite, volumes soutirés).

Avis sur la méthode

Pour le reflet des coûts, l'utilisation du coût marginal de long terme au lieu du coût incrémental de TURPE 5 constitue pour EDF un net progrès.

Le raisonnement du §2.3.2 qui estime un coût de desserte s'applique aussi au coût marginal d'un utilisateur existant, qui peut induire des coûts d'infrastructure bien après son raccordement y compris lors du renouvellement d'ouvrages proches. L'imputation du coût de desserte sur un terme fixe serait plus logique car, par définition, ces coûts ne dépendent pas de la puissance souscrite de l'utilisateur. Il serait intéressant de connaître le coût moyen de desserte par utilisateur aux différents niveaux de tension, pour évaluer le risque d'arbitrage entre par exemple une connexion en HTA et plusieurs connexions en BT.

EDF relève que la CRE envisage de répercuter les coûts des réserves en fonction de l'énergie soutirée, quel que soit le domaine de tension avec une estimation de 0,10 c€/kWh. EDF souhaite que la CRE explicite l'estimation de ces coûts lors de la prochaine consultation publique sur le niveau tarifaire du TURPE6.

Remarque :

L'évolution du parc de production caractérisée par une augmentation des moyens de production raccordés en HTA et en BT peut également générer plus de pertes locales selon l'implantation de ces moyens de production par rapport aux lieux et aux moments de consommation.

EDF est très attachée à ce que chaque catégorie d'utilisateurs paie les coûts générés par leur utilisation des infrastructures afin d'éviter les subventions croisées entre catégories d'utilisateurs. L'objectif premier d'une évolution de la structure de la composante de soutirage est bien une meilleure affectation des coûts aux utilisateurs et non une réduction systématique de la facture. Si certains utilisateurs ont une consommation flexible, ils peuvent être incités à renoncer à leur consommation ou le plus souvent à la décaler. Ce décalage générant une baisse des coûts, les utilisateurs décalant leur consommation verraient une baisse de leur facture. Pour ceux dont les consommations ne sont pas flexibles ou qui ne souhaitent pas décaler leur consommation, il n'y a en revanche aucun chngement et aucune baisse de coût : il est donc logique qu'une part des consommateurs ne constatent pas de baisse de facture.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

EDF est favorable à un meilleur reflet possible des coûts de réseau avec l'application de la nouvelle méthode de calcul de la composante de soutirage proposée par la CRE. EDF accueille donc favorablement l'évolution des grilles proposées, qui intègrent en particulier une augmentation de la part fixe liée à la prise en compte d'un coût de desserte.

EDF constate que la CRE tient effectivement compte de l'abattement TURPE dans le calcul des impacts de facture. En effet, cet abattement qui est une décision réglementaire n'a pas d'impact sur la méthodologie appliquée par la CRE pour calculer les tarifs d'utilisation des réseaux reflétant le mieux possible les coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs mais doit bien être prise en compte pour apprécier le niveau des grilles à appliquer à tous pour couvrir l'ensemble des coûts.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

EDF est favorable à un meilleur reflet possible des coûts de réseau avec l'application de la nouvelle méthode de calcul de la composante de soutirage proposée par la CRE.

EDF accueille favorablement l'évolution des grilles proposées, qui intègrent en particulier une augmentation de la part fixe liée à la prise en compte d'un coût de desserte. En effet, les utilisateurs qui réduisent leur soutirage en dehors des périodes de pointe voient actuellement leur facture baisser de manière bien plus importante que la baisse des coûts occasionnés pour le réseau. La nouvelle structure proposée permet de mieux refléter les coûts occasionnés par chaque catégorie de consommateurs. Toutefois, pour se prononcer sur les niveaux précis des parts fixes et variables et la différenciation temporelle qui sont mentionnés dans le document de consultation, EDF aurait besoin des résultats de calculs plus détaillés de la CRE issus de la nouvelle méthodologie appliquée.

Comme le souligne la CRE, l'augmentation de part fixe serait plus importante pour les consommateurs HTA (le tableau 6 en page 21 de la consultation indique une hausse de 14% de la part des recettes à la puissance entre TURPE 5 et TURPE 6). De plus, parmi eux, ceux dont la durée d'utilisation de la puissance souscrite est inférieure à 1000 heures connaîtraient une augmentation importante de facture TURPE, de l'ordre de 20% (cf. figure 72 au chapitre 3.3.1.3).

De ce fait dans un souci d'acceptabilité par les consommateurs, EDF propose pour les consommateurs HTA, que le rééquilibrage entre part fixe et part proportionnelle aux soutirages, ne soit pas appliqué intégralement dès l'entrée en vigueur du TURPE 6 en 2021, mais soit lissé sur plusieurs années.

Enfin, EDF est favorable au maintien de la forme des grilles du TURPE 5 (options et nombre de plages temporelles proposées).

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

En cohérence avec la réponse apportée à la Consultation publique de la CRE n°2019-011 du 23 mai 2019, EDF est favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile dans le TURPE 6.

En complément des arguments présentés par la CRE dans la présente consultation, EDF tient à noter que :

- le développement des effacements :
 - o est souhaité par les pouvoirs publics, ainsi qu'en témoignent les propositions récentes du MTES pour favoriser le développement de la filière effacement,
 - o serait amplifié avec la valorisation de l'effacement dans les coûts des réseaux .
- les travaux visant à valoriser les flexibilités des utilisateurs du réseau pourraient révéler une valeur des effacements pour le réseau plus importante qu'aujourd'hui.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

EDF est favorable, dans l'optique d'un meilleur reflet des coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs, tout en permettant une bascule progressive des options sans différenciation saisonnière vers les options à 4 plages temporelles :

- au calendrier proposé par la CRE de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles à l'horizon 2024, en retenant l'hypothèse que le contexte actuel de crise sanitaire ne remet pas en cause le planning de déploiement des compteurs communicants Linky,
- aux modalités envisagées, notamment la baisse et la hausse progressive sur la période 2021-2024, respectivement des options horosaisonnalisées et non horosaisonnalisées, pour mettre en place à partir de 2024 la généralisation du TURPE BT ≤ 36 kVA avec une option à 4 plages temporelles pour l'ensemble des consommateurs.

Le maintien ou non de la formule tarifaire d'acheminement Longue Utilisation (LU) n'est pas explicite dans le document de consultation publique. EDF souhaite le maintien de cette formule tarifaire d'acheminement, qui est adaptée en particulier pour les sites éclairage public. En effet, la souscription de cette formule tarifaire d'acheminement a été rendue obligatoire pour l'obtention du profil PRO5 dans les règles RE-MA pour la Reconstitution des flux, afin d'encadrer la souscription du profil PRO5 qui est moins coûteux à approvisionner que le profil PRO1.

EDF souhaite également la prise en compte des travaux actuellement conduits par Enedis portant sur les autres options pouvant être souscrites pour les sites faisant un usage éclairage public à l'entrée en vigueur du TURPE 6 et au-delà de l'année 2024.

Par ailleurs, EDF souligne que la généralisation des TURPE à 4 plages temporelles, ne fait sens que si des options des Tarifs Réglementés de Vente électricité (TRV) à 4 plages temporelles sont également créées en parallèle.

En effet, si le signal prix des quatre plages temporelles n'est pas transmis aux consommateurs en contrat unique via les offres de fourniture, l'incitation pour les consommateurs à effectuer des efforts en termes d'innovation et d'efficacité énergétique durant les périodes de pointe ne sera pas effective, ces derniers ne recevant pas le signal saisonnier.

Compte tenu du fait qu'environ 75 % des sites résidentiels sont au TRV¹ et que le TRV constitue une référence sur le marché de l'électricité, il paraît nécessaire, pour que le signal prix transmis au client final ait un réel impact sur le marché, qu'il soit porté non seulement par des offres de marché, mais aussi par le TRV. La création d'une option 4 postes du TRV aurait de plus un probable effet d'entraînement, accélérant la commercialisation d'offres de marché avec 4 postes horo-saisonniers. Il est à noter que la CRE souligne dans sa consultation que l'impact des évolutions de structure du TURPE « serait atténué par la persistance à moyen terme d'offres de fourniture non saisonnalisées et en particulier la persistance des TRV qui moyennent les options TURPE au sein des TRV Base et HP/HC ». Si on comprend que la CRE considère comme positif que le TRV permette de limiter à court terme l'impact du passage au TURPE 4 postes sur la facture client (la CRE estime ainsi les variations du TRV du fait des évolutions de structure du TURPE entre - 0,05% et + 0,32% sur la période 2020-2024), à plus long terme, il apparaît problématique de ne pas créer une option TRV 4 postes cohérente avec le TURPE 4 postes. Il serait contradictoire de rendre obligatoire le signal TURPE 4 postes et, en même temps, de ne pas permettre aux clients au TRV de bénéficier de ce signal temporel pour optimiser leur consommation et minimiser leurs coûts.

La création de nouvelles options du TRV électricité nécessitera une attention particulière tant sur les délais que sur les modalités de mise en œuvre.

Pour le processus de Reconstitution des Flux, la création de ces options du TRV nécessitera la mise à disposition de profils adaptés à ces 4 postes horaires. EDF demande à être associée le plus en amont possible aux travaux visant à faire évoluer le profilage pour prendre en compte les évolutions des options TURPE et TRV.

Le cas des Zones Non Interconnectées (ZNI) est particulier. En effet, dans les ZNI, il n'y a pas de contraste saisonnier été / hiver des consommations et des coûts de réseau, sauf en Corse. Un signal prix saisonnalisé envoyé aux utilisateurs du réseau ne présenterait donc pas d'intérêt et ne refléterait pas mieux les coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs.

De plus, dans le cadre du déploiement des compteurs communicants dans les ZNI, les fonctionnalités d'index acheminement et d'index fournisseurs ne sont pas prévues à date, les offres de marché n'existant pas dans les ZNI, dans lesquelles seuls les TRVE sont proposés aux clients. Généraliser les options à quatre plages temporelles nécessiterait donc de réaliser des développements des systèmes d'information coûteux pour une amélioration très limitée du reflet des coûts aux utilisateurs.

EDF souhaite donc que cette généralisation ne s'applique pas dans les ZNI.

Question 7 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?

EDF accueille favorablement l'évolution des grilles BT ≤36 kVA proposées par la CRE, qui intègrent en particulier une augmentation de la part fixe liée à la prise en compte d'un coût de desserte, et une

¹ Source : Observatoire de la Commission de régulation de l'énergie sur les marchés de détail de électricité et du gaz naturel (T4 2019)

diminution de la part variable proportionnelle au soutirage. Pour se prononcer sur les niveaux précis des parts fixes et variables et la différenciation temporelle qui sont mentionnés dans le document de consultation, EDF aurait besoin des résultats de calculs plus détaillés de la CRE issus de la nouvelle méthodologie appliquée.

Cependant, EDF s'étonne des exemples de clients choisis par la CRE pour évaluer l'impact de l'évolution du TURPE sur la facture des clients. En effet, certains exemples présentent des consommations extrêmes qui ne reflètent pas des catégories significatives de clients mais apparaissent comme des cas extrêmes et caricaturaux non représentatifs. Il aurait été préférable de prendre comme exemple des clients types, tels que ceux utilisés par le site Energie-info ou par la CRE dans ses observatoires.

EDF partage, comme la CRE, que les nouvelles valorisations de TURPE (comparaison entre les grilles issues de la nouvelle méthode de calcul de la composante de soutirage, et les grilles BT à iso-niveau 2019 et tenant compte des évolutions de structure en 2020) conduisent à des évolutions de facture qui restent globalement relativement limitées pour les consommateurs BT ≤ 36 kVA (cf. Figure 94 du chapitre 3.4.2.3 « Evolutions de facture »).

Enfin EDF est favorable au maintien de la forme des grilles du TURPE 5 (options et nombre de plages temporelles proposées).

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Les utilisateurs non équipés de compteurs Linky (estimés dans la consultation à 4% du total des utilisateurs en 2024) ne seront pas éligibles aux options TURPE à 4 plages temporelles CU4 et MU4 en 2024. EDF est favorable pour ces utilisateurs au maintien en 2024 d'options dérogatoires Base et Heures Pleines / Heures Creuses.

De façon complémentaire, comme indiqué à la réponse à la question 6, EDF souhaite qu'il soit possible de souscrire des options TURPE différentes des options à 4 plages temporelles pour les sites faisant un usage d'éclairage public, qu'ils soient équipés ou non d'un compteur communicant.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

EDF soutient le principe de la décision de la CRE du 3 mars 2016 qui prévoit de faire supporter aux utilisateurs qui, de leur fait, ne disposent pas d'un compteur communicant, le surcoût de la prestation de relève à pied.

Cependant, afin de garantir l'opposabilité de cette prestation, il est nécessaire que les GRD puissent prouver que l'utilisateur a refusé la pose du compteur. Il est donc nécessaire que les GRD tracent ces refus dans leur SI et les communiquent aux fournisseurs. En effet, la quasi-totalité des utilisateurs

ayant souscrit un contrat unique, les utilisateurs se tourneront vers leur fournisseur et non vers le GRD pour demander une explication ou contester la facturation de cette prestation.

Concernant les ZNI, il sera nécessaire d'attendre que le déploiement de la pose des compteurs communicants soit presque terminé (un taux de pose au moins supérieur à 90%). A date, cette échéance se situe autour de 2025. Il est donc nécessaire que la CRE fixe une date différente d'application de cette facturation pour ces territoires. Concernant la problématique de traçage des refus qui est une condition préalable à cette facturation, EDF sera attentive aux résultats des expérimentations qu'Enedis va mettre en place d'ici la fin de l'année 2020.

Enfin, dans un souci de transparence et de prévisibilité, il est souhaitable que la CRE annonce au plus tôt que ces utilisateurs se verront facturer le surcoût de la relève à pied ainsi qu'une estimation de ce surcoût, ce qui permettra aux utilisateurs de prendre leur décision en toute connaissance de cause.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

EDF est favorable au maintien de la possibilité pour chaque GRD de positionner les heures creuses à une maille géographique locale tenant compte de la situation locale du réseau afin d'assurer l'adéquation entre les plages temporelles du signal tarifaire et la réalité locale des réseaux, de leurs contraintes et de leurs coûts.

Il convient de noter que, pour être pertinent, le signal heures creuses TURPE devrait être défini à une maille locale très fine, sans quoi l'asservissement des usages à l'ensemble des utilisateurs de la poche de réseau pourrait faire basculer l'heure réputée creuse en une heure pleine.

Toutefois, EDF tient à rappeler que :

- La quasi-totalité des utilisateurs du réseau raccordés en basse-tension avec une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA, souscrit un contrat unique calé sur un calendrier de définition des heures creuses qui va s'appliquer à l'ensemble du contrat fourniture et acheminement.
- L'utilisateur reçoit donc un unique signal de prix : il n'est pas possible de distinguer un signal acheminement et un signal fourniture.
- Si le fournisseur définit son offre en fonction du calendrier GRD, le signal heures creuses du GRD sera pris en compte en particulier pour l'asservissement éventuel de certains usages ; en revanche si le fournisseur choisit un calendrier qui diffère du celui du GRD, le signal GRD ne sera alors pas pris en compte.
- Aujourd'hui la majorité des offres de fourniture utilise le calendrier GRD et applique les différenciations locales, en particulier le TRV. Toutefois les fournisseurs pourraient être amenés à développer des offres basées sur des calendriers fournisseurs spécifiques répondant à d'autres signaux économiques ou marketing et détachés du signal GRD. De ce fait l'impact de l'adaptation des régimes d'heures creuses du TURPE au plan local pourrait être amoindri.

Si les régimes d'heures creuses doivent effectivement évoluer davantage vers une maille locale :

- EDF souhaite disposer de l'information suffisamment en amont, sur l'ensemble du réseau RPD, dans la mesure où une adaptation à grande échelle du positionnement des heures creuses pourrait conduire à des développements SI pour le fournisseur, afin de récupérer le flux d'informations en provenance du GRD.
- EDF souhaite que des études d'impact soient menées et partagées avec les responsables d'équilibre, avant toute mise en œuvre (nécessité en particulier d'anticiper les éventuels impacts sur la forme des consommations au plan national et l'impact consécutif sur les profils dynamiques).

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

Lors de la consultation de mai 2019, EDF avait indiqué qu'une analyse coûts / bénéfices était nécessaire sur cette proposition d'introduire des dénivelés de puissance souscrite pour les utilisateurs raccordés en basse tension ≤ 36 kVA.

En effet, une telle proposition permet un meilleur reflet des coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs et est un bon signal prix pour inciter les utilisateurs à maîtriser la puissance souscrite.

Inversement, elle :

- génère des coûts pour les gestionnaires de réseaux ainsi que pour les fournisseurs,
- nécessite des évolutions des principes de facturation pour éviter tout risque de comportement opportuniste de changements de niveau de puissance à chaque changement de saison,
- serait plus difficile à appréhender par les utilisateurs, que ce soit dans la comparaison des offres et ou dans la compréhension des factures.

EDF partage donc l'analyse de la CRE selon laquelle une telle évolution serait prématurée et donc n'est pas prioritaire pour TURPE 6.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

La cohabitation de formules tarifaires d'acheminement saisonnalisées et non-saisonnalisées génère un risque d'arbitrage réel. Ce risque est renforcé par le fait que les clients raccordés en basse tension avec une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA, peuvent changer de contrat et/ou changer de fournisseur à tout moment sans pénalité.

La quasi-totalité de ces clients souscrivent des contrats uniques dans lesquels le prix de l'acheminement n'est pas identifié, le fournisseur souscrivant la formule tarifaire d'acheminement

pour le client. En l'absence de règle sur le maintien pendant 12 mois consécutifs de la formule tarifaire d'acheminement, un fournisseur pourrait modifier la FTA à chaque saison pour réduire le coût du TURPE payé au GRD.

EDF est surprise que certains fournisseurs estiment qu'ils subissent « l'impact d'une mauvaise optimisation choisie par le fournisseur précédent ». Chaque fournisseur a un intérêt économique à optimiser chaque année et pour chaque client la FTA avec les données de consommation disponibles. C'est notamment ce qu'EDF fait pour ses clients au TRVE afin de minimiser le coût du TURPE dans l'empilement tarifaire. EDF note cependant que le Médiateur National de l'Energie a émis une recommandation allant dans le sens opposé à la position de la CRE (n°D2019-07653). Le Médiateur National de l'Energie cite notamment le cas d'un fournisseur n'ayant pas développé dans son système d'information la FTA 4 index et refusant une offre à un client pour lequel cette FTA était souscrite. Dans ce cas, il s'agit d'un choix commercial du fournisseur et non une mauvaise optimisation du fournisseur précédent. Il serait nécessaire que la CRE explicite les motivations de cette règle.

EDF est donc favorable au maintien de cette règle tarifaire.

EDF souhaite enfin que soient précisées les mesures transitoires qui seront mises en œuvre à l'entrée en vigueur du TURPE 6. La mesure transitoire appliquée pour le TURPE 5, permettant de changer d'option à l'entrée en vigueur du TURPE et pendant une durée de 6 mois sans avoir à respecter le délai normal de 12 mois de souscription de puissance sera-t-elle reconduite ?

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

EDF accueille favorablement la proposition de la CRE, dans le cadre de présente consultation, d'accroître la part proportionnelle à la puissance souscrite et de diminuer la part proportionnelle aux soutirages de la composante de soutirage. Cette nouvelle structure permettra de mieux refléter les coûts de réseau générés par chaque catégorie de consommateurs, notamment les autoconsommateurs individuels.

EDF émet en revanche plusieurs réserves concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective.

En effet, cette composante :

- Prévoit l'application d'un tarif supérieur au TURPE « classique » pour les soutirages alloproduits. De ce fait, l'intérêt de souscrire la formule tarifaire optionnelle est incertain pour le consommateur qui n'a pas la garantie de réaliser un gain dans la durée.
- Apparaît d'une trop grande complexité. Il y a en effet à la fois une difficulté de compréhension de cette option pour les autoconsommateurs et une difficulté de facturation pour les fournisseurs et les gestionnaires de réseau.

- N'est plus cohérente avec la maille désormais autorisée des opérations d'autoconsommation collectives (opération dans un rayon de 2 km , voire de 20 km tel que prévu par le projet d'arrêté présenté au Conseil Supérieur de l'Energie du 28 avril 2020, et non plus opération en aval d'un même poste HTA/BT).

Les positions d'EDF concernant la composante de soutirage pour les consommateurs participant à des opérations d'autoconsommation collective restent celles mentionnées dans sa réponse à la consultation du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente.

ooOoo